



Independent observer
of the Global Fund

LE SUCCÈS DU KENYA CONTRE LE VIH MENACÉ PAR LA DIFFICULTÉ DE CONTENIR L'ÉPIDÉMIE CHEZ LES TRAVAILLEUSES DU SEXE

Une travailleuse du sexe à l'entrée d'une chambre qu'elle loue dans une "maison de passe" de Kisii
Une travailleuse du sexe à l'entrée d'une chambre qu'elle loue dans une "maison de passe" de Kisii

133 675. C'est le nombre de femmes qui se livrent à la prostitution au Kenya, selon les derniers chiffres du ministère de la Santé. On trouve les proportions les plus élevées à Nairobi, dans la région côtière et la province de Nyanza, près du Lac Victoria.

Sur les 40 millions de dollars engagés par le Fonds Mondial auprès de la Croix-Rouge kényane, récipiendaire principal de la phase 10 (en savoir plus), 3.4 millions de dollars leur sont ainsi consacrés, de 2011 à 2016, avec pour objectif d'augmenter de 25% la couverture des services qui leur sont offerts.

Au Kenya, le travail du sexe est illégal et suscite une forte stigmatisation. Il est donc difficile d'obtenir des statistiques précises sur cette population. C'est pourquoi une étude financée par le Fonds mondial et actuellement en cours de rédaction vise à fournir des données comportementales précises concernant les populations à risque (hommes ayant des relations homosexuelles, travailleuses du sexe et usagers de drogue par injection). Selon Helgar Musyoki, responsable des populations les plus exposées au risque de transmission du VIH au Programme de contrôle des maladies sexuellement transmissibles (Nascop) du ministère de la Santé, il s'agit à ce jour "de la seule étude permettant de mesurer les résultats des comportements de ces populations clefs chaque année dans le pays".

L'étude réalisée dans sept régions du pays (dont Nairobi et Kisumu) a suscité la participation de près de 2000 travailleuses du sexe qui ont accepté de répondre à une interview de manière confidentielle. Mais Helgar Musyoki reconnaît cependant que celle-ci n'a pas identifié les groupes les plus vulnérables au sein

des travailleuses du sexe, telles que les migrantes et les mineures, qui sont les plus difficiles à atteindre et les moins couvertes par les programmes anti-VIH.

‘Quand elles nous voient arriver, elles partent en courant.’

Absence de papiers d’identité, obstacle linguistique, crainte de se faire arrêter par la police sont autant de facteurs qui empêchent de faire de la sensibilisation auprès de ces femmes.

Une autre étude des comportements de l’Organisation internationale pour les migrations réalisée en 2010 se concentre sur la prostitution dans les populations migrantes. La majorité est jeune, célibataire, d’obédience musulmane. L’étude met en évidence le faible niveau d’éducation de ces femmes (près de la moitié n’est jamais allée à l’école), la faible connaissance de leur statut et des comportements à risque (usage moins courant du préservatif).

Dans le cadre de son programme de clinique mobile, la Croix-Rouge tente de les atteindre. Les Somaliennes, par exemple, sont surtout présentes à Eastleigh, où vit en majorité une population d’ethnie somali. Mais, l’insécurité (bombes, attaques à la grenade) et les arrestations massives menées par la police ont poussé de nombreuses femmes à aller dans un centre de dépistage volontaire et d’accompagnement à Kisii

Image not found or type unknown

Une travailleuse du sexe de 18 ans dans un centre de dépistage

volontaire et d’accompagnement à Kisii

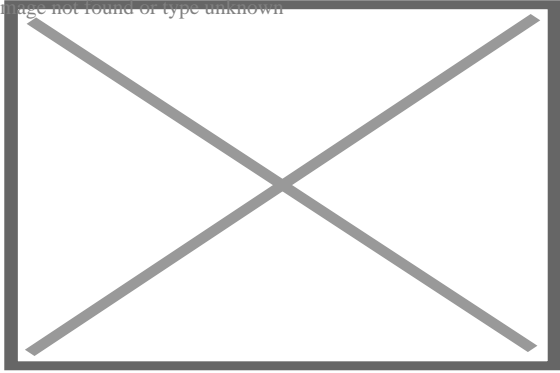
“Les femmes somaliennes portent le “bui-bui” (hijab) dans la rue. En dessous, elles sont en jean serré, mini-jupes ou débardeurs. C’est seulement quand elles sont avec leur client qu’elles enlèvent leur voile. Du coup, dans la rue, elles ressemblent à n’importe quelle jeune fille musulmane. C’est difficile de les identifier”, affirme Florence Mueni, coordinatrice du programme Sida du district de Makadara à Nairobi. “Les travailleuses du sexe soudanaises ou somaliennes craignent de parler et de dévoiler leur activité, ajoute Mary Mwangi, chargée de la sensibilisation auprès de l’organisation Bar Hostess Empowerment and Support Programme, sous-réциpiendaire de la Croix-Rouge. Elles ont peur de se faire emprisonner ou expulser”. Cette organisation ne dispose que d’une seule éducatrice musulmane d’après Mary Mwangi qui souligne que bien souvent, les somaliennes ne connaissent ni l’anglais ni le swahili. “Nous n’avons pas d’interprète, il est souvent impossible de communiquer avec elles”.

La prostitution concerne également les mineures, qui sont généralement réfractaires à se faire dépister et à chercher un appui psychologique. Selon les directives édictées par Nascop, (programme de contrôle des maladies sexuellement transmissibles et du sida), les mineures doivent être accompagnées par un adulte pour se rendre dans un centre de dépistage. Or, la famille est loin d’être

toujours informée de leur activité, ce qui limite l’impact auprès de cette population.

Le centre de IRDO (sous-réциpiendaire de la Croix-Rouge) à Kisii cible une centaine de jeunes filles âgées de 15 à 17 ans. La plupart d’entre elles ne vont pas à l’école et proviennent d’un milieu très défavorisé. Une cinquantaine sont séropositives.

“Les mineures sont difficiles à atteindre, car elles ne possèdent pas de documents d’identité, souvent pas de



Visiteurs dans une clinique mobile de la Croix-Rouge du Kenya

à Nairobi

téléphone portable et vivent cachées, sans rien dire à leurs parents. Quand elles nous voient approcher dans la rue, elles partent en courant, comme si on était de la police. Pendant la journée, elles vendent des bonbons ou des cacahuètes aux passants”, affirme Gordon Okello, clinicien d’IRDO dans la ville de Kisii. Les mineures ont aussi moins d’assurance et d’autorité pour

convaincre leur client de mettre systématiquement un préservatif.

Robby Nyakobe a commencé à vendre son corps quand elle avait 16 ans. “Je sais que si un client me force à avoir une relation sexuelle sans préservatif, ou s’il m’offre beaucoup d’argent pour ne pas en mettre, je pourrai toujours utiliser une PEP (prophylaxie post exposition)”. Un traitement dont les effets secondaires sont pourtant très lourds, mais l’attrait financier pour des filles très pauvres, est le plus fort. Comme le souligne une Silvia, une éducatrice qui est également travailleuse du sexe, “beaucoup de femmes pensent que le VIH ne va pas les tuer demain, alors que la faim oui”.

[Read More](#)
